

Chers Collègues et Chers lecteurs,

Les Journées Nationales d'Etudes de l'ANEL sur le thème " Les collectivités du littoral face aux changements climatiques", tenues dans le Var, à Saint-Tropez, ont précédé les débats de la COP 21 au cours desquels le rôle essentiel des collectivités a été souligné pour répondre aux enjeux à relever.

Notre invité d'honneur Gilles BŒUF, ancien président du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris, professeur à l'Université Pierre et Marie Curie et actuel conseiller scientifique de la ministre Ségolène ROYAL, a présenté, avec passion et clarté, les défis auxquels nous sommes confrontés collectivement.

Les élus des collectivités du littoral sont venus nombreux présenter les démarches innovantes menées dans leurs communes, intercommunalités, régions et départements, dans les divers domaines relevant de leurs responsabilités : lutte contre l'érosion côtière, urbanisme, transports, logement, choix énergétiques, gestion des ressources en eau, etc. Ils ont ainsi témoigné de l'implication forte des élus du littoral, conscients des impacts, souvent très visibles (recul du trait de côte), des changements climatiques.

Les échanges de ces journées ont permis de mesurer les efforts réalisés par l'ensemble des acteurs concernés, pour anticiper et entreprendre les mutations indispensables pour l'avenir des territoires et des populations littorales. L'ANEL a confié la motion issue de ses JNE à Gilles BŒUF pour contribuer à sa façon à la COP 21.

Il convient de souligner le travail considérable de préparation de la COP21, notamment de la part de la Plateforme Océan Climat, dont l'ANEL est partenaire, pour que le rôle des océans comme régulateur du climat soit enfin pris en compte. Il semble qu'une nouvelle étape ait été franchie lors des débats du 3 et 4 décembre au Bourget, auxquels l'ANEL était représentée, poursuivant ainsi la journée mondiale de l'Océan du 8 Juin dernier à l'UNESCO.

La "croissance bleue" a été réaffirmée comme une des alternatives au changement climatique et nous poursuivrons avec nos partenaires, au cours des prochains mois, nos réflexions sur ces sujets pour mieux les faire partager à nos concitoyens. Nous devons encourager les porteurs de projets innovants à préparer l'avenir durable de nos territoires littoraux et la démarche "Passport Vert" que nous développons en est un exemple.

Vous trouverez dans les pages qui suivent le point sur une actualité bousculée par les événements dramatiques du Vendredi 13 Novembre qui ont entraîné l'annulation de nombreuses manifestations à Paris et en province.

La préparation des élections régionales a également occupé un temps important de nos emplois du temps. Dans un cadre nouveau des 13 grandes régions issues de la réforme territoriale, nous allons œuvrer pour faire prendre conscience que la place du maritime doit être mise en valeur sur tous nos territoires, en termes de qualité de vie, de diversité des activités, de complémentarité et d'attractivité de nos collectivités pour répondre aux nouvelles attentes des populations résidentes et touristiques.

Avant de vous retrouver prochainement, je vous souhaite une belle année 2016.
Très chaleureusement à vous tous,

Jean-François RAPIN
Président de l'ANEL
Maire de MERLIMONT





Le Conseil d'administration s'est réuni à Paris, le Mercredi 23 Septembre, à l'Assemblée Nationale.

A l'ordre du jour : la gouvernance de la mer et du littoral ; la relance de la "Démarche Qualité Eau de Baignade" avec le ministère de l'Ecologie et l'ANETT ; la problématique de la construction de logements sociaux dans certaines communes littorales et la décision de créer un groupe de travail ad hoc ; le projet annoncé de faire prendre en charge les CRS/MNS chargés de surveiller les plages, par les communes qui en bénéficient (cf. article 17 du rapport des engagements de l'Etat présenté en Conseil des ministres du 22 Juillet 2015) et enfin la préparation des Journées Nationales d'Etudes de Saint-Tropez.

L'après-midi, des élus de l'ANEL ont répondu à l'invitation de Yasmina GOULAM et Marie-Hélène DEBARRE, de l'Inspection générale de l'administration (IGA), dans le cadre d'un audit sur les missions de sécurité exercées par la SNSM. Hervé BOUYRIE, maire de Messanges (40), Laurent PEYRONDET, maire de Lacanau (33), Maurice CHIARAMONTI, maire de Poggio-Mezzana (Haute-Corse), Jean-François RAPIN, maire de Merlimont (62), Philippe BOENNEC, ancien député et maire honoraire de Pornic (44), Louis GUEDON, député - maire honoraire des Sables d'Olonne (85), ont ainsi été auditionnés. Ce fut l'occasion de rendre hommage aux jeunes sauveteurs en mer de la S.N.S.M. dont les élus saluent le sérieux. Toutefois, certains sont soucieux de garder la possibilité d'un encadrement par des CRS, chefs de poste, en cas d'accidents graves (noyades) et pour veiller à régler les actes de petite délinquance lors des afflux de population estivale.

Le président Jean-François RAPIN et des élus de communes des différentes façades maritimes ont été invités à rencontrer, le 12 octobre au Cabinet du Premier ministre, les conseillers techniques de Manuel VALLS. Ils ont exprimé leurs craintes quant au projet du gouvernement d'accroître la prise en charge financière des CRS pour la surveillance des plages. Certaines communes n'auront pas les moyens de financer cette dépense supplémentaire pourtant nécessaire, estiment-ils, pour assurer l'ordre public en période d'affluence sur l'espace public et encadrer les sauveteurs de la SNSM qui n'ont pas la qualité d'officier de police judiciaire. Un moratoire a été demandé par le président RAPIN pour examiner des possibilités de solutions alternatives.

Avant la tenue du Conseil d'administration, le 3 septembre, Christine LAIR déléguée générale et Géraldine LEDUC, directrice générale de l'ANETT, accompagnées d'Elise LIMONIER (ANEL) et d'Aurélié KEDINGER (ANETT) respectivement chargées de mission, **avaient rencontré Laurent BOUVIER, conseiller technique eau, risques naturels, santé et environnement du Cabinet de la ministre Ségolène ROYAL et Ludovic SCHULTZ, sous-directeur de l'eau et du littoral du MEDDE.** Cette réunion a permis de confirmer le soutien du ministère auprès des élus engagés dans cette démarche et d'envisager ensemble les perspectives d'évolution du référentiel « Démarche Qualité Eau de Baignade », dans le cadre de l'application complète de la directive et de l'élaboration de la future stratégie nationale pour le milieu marin dont la qualité des eaux littorales est un des critères. Une réunion entre les divers partenaires du dossier aura lieu en Janvier 2016.

L'ANEL était représentée par Jérôme BIGON, sénateur de la Somme, Gérard RUIZ, Christine LAIR et Elise LIMONIER lors du **séminaire pour la mise en place d'un réseau national des observatoires du trait de côte, le 28 septembre** à l'Aquarium de la Porte Dorée.

Louis GUEDON, ancien député de la Vendée, maire honoraire des Sables d'Olonne, a représenté l'ANEL le 14 octobre à la Commission Nationale des Informations Statistiques (C.N.I.S.). L'ordre du jour portait sur la généralisation de l'informatisation des méthodes de recensement de la population. A cette occasion, il **a rappelé la nécessité pour les communes littorales d'être l'objet d'une étude particulière sur les résidents secondaires, dont le nombre ne cesse de croître et qui devrait donner lieu à une juste attribution de dotation.**

L'Assemblée générale de l'ANEL s'est tenue le mercredi 28 octobre à Saint-Tropez et a été suivie des Journées Nationales d'Etudes de l'ANEL les 29 et 30 octobre 2015, avec un invité d'honneur, Gilles BOEUF. Nous avons, cette année encore, accueilli 300 élus dont une cinquantaine d'élus ultramarins, que nous remercions spécialement d'être venus de si loin.

Par ailleurs, une délégation d'élus du Cameroun était également présente pour renouveler le partenariat construit avec l'ANEL depuis une dizaine d'années. Hassan TALEB, représentant de la Fondation Mohammed VI, roi du Maroc, était également présent.

Le communiqué de presse et la motion issue des Journées, qui constitue la contribution des élus du littoral à la COP 21, sont disponibles sur le [site de l'ANEL](#).

La semaine suivante, le président Jean-François RAPIN est intervenu en séance d'ouverture du Forum des 40 ans du Conservatoire du Littoral, le 5 Novembre, à Marseille soulignant les liens étroits qu'entretiennent le Conservatoire du Littoral et les élus de l'ANEL dont beaucoup sont gestionnaires de sites.

Il avait également assisté la veille **aux Assises de l'Economie de la Mer,** avec Christine LAIR et Elise LIMONIER.

Claudy LEBRETON, ancien président de l'ADF et du département des Côtes d'Armor, avait sollicité **Jean-François RAPIN**, dans le cadre de la mission de réflexion que lui a confiée le Premier ministre sur l'aménagement du territoire français. Cette audition a eu lieu le 18 novembre, à l'ANEL.

L'ANEL, partenaire de la Plateforme Océan Climat, a participé à la Journée des Océans de la COP 21 le 3 décembre 2015 au Bourget. Y étaient notamment Jérôme BIGNON, Gérard RUIZ, Christine LAIR et Elise LIMONIER.

L'ANEL était présente au NAUTIC 2015. Christine LAIR a participé aux nombreuses réunions qui s'y sont tenues : remise du prix de l'Association des Amis des Anciens Canots de Sauvetage à "l' Aimée Hilda", canot de sauvetage de Ploumanac'h restauré et exposé pendant toute la durée du Nautic ; présentation du Cluster Croissance & Tourisme bleu par le président Serge PALLARES et les partenaires du nautisme.

Pour répondre aux demandes des élus réunis à Saint-Tropez, Gérard RUIZ, accompagné d'Elise LIMONIER, ont rencontré avec l'accord de Jean-François RAPIN, Michel CAZAUBON, des Services du ministère du Tourisme afin de préciser les modalités de perception de la taxe de séjour dans le cadre de la loi NOTRe. Cela ne préjuge évidemment pas des réflexions menées par le groupe de travail constitué par l'ANETT et l'ANEM sur ce dossier qui méritera d'être approfondi au cours des prochaines semaines et auquel l'ANEL sera associée.

Gérard RUIZ, Christine LAIR et Elise LIMONIER, ont rencontré le 22 décembre 2015, les représentantes de la Caisse des Dépôts et Consignations, Elise VALL et Valérie MERCIER pour leur présenter la démarche "Passport Vert", initiée sur le territoire du Département de Loire-Atlantique et développée dans le cadre de plusieurs partenariats dont celui de l'UNEP par l'ANEL sur des sites pilotes.

L'actualité ENVIRONNEMENT & LITTORAL

Le gouvernement a lancé un appel à projets dans l'éolien flottant ouvert jusqu'en avril 2016

L'ADEME a fait état, en août 2015, de l'appel à projets dans l'éolien flottant qui prévoit l'installation de quatre parcs éoliens flottants, deux en Languedoc-Roussillon, un en Camargue et le 4^{ème} au large de l'île de Groix.

Les Echos, 19 août 2015

De nouvelles pistes de financement pour les Aires Marines Protégées ?

Le colloque national des aires marines protégées (AMP), tenu à Brest les 6, 7 et 8 octobre, a été l'occasion d'une réflexion sur les possibles évolutions des financements de l'Agence. Parmi les pistes évoquées : l'élargissement de la fiscalité applicable sur le domaine public maritime à la ZEE, ou l'affectation d'une part des taxes sur l'éolien en mer aux aires marines protégées. En effet, le budget de mise en œuvre de la DCSMM est estimé entre 100 et 175 M€ par an d'ici 2020, bien au-delà des 23 M€ prévus pour l'Agence des Aires marines protégées dans le projet de loi de finances pour 2016.

Journal de l'environnement, 9 octobre 2015

Programmation pluriannuelle de l'Energie : du retard dans l'éolien en mer

La ministre Ségolène ROYAL, a présenté la programmation pluriannuelle de l'Energie le 13 novembre dernier. L'appel d'offres pour de nouveaux parcs éoliens en mer, attendu dans le courant de l'année 2016, sera en réalité lancé au troisième trimestre 2017. Par ailleurs, les professionnels du secteur déplorent une révision à la baisse des objectifs quantitatifs de développement de l'éolien en mer : la programmation actuelle fera atteindre en 2030 les 6 GW d'éolien en mer prévus pour 2020.

Le marin, 19 novembre 2015

La réserve naturelle des TAAF s'agrandit de 550 000 km²

Lors de l'inauguration du pavillon Tara le 12 novembre, Ségolène ROYAL a annoncé l'extension de la réserve naturelle des Terres australes et antarctiques, la hissant au rang de 5^{ème} plus grande aire marine protégée du monde.

Le marin, 27 novembre 2015

Des propositions pour l'océan annoncées lors du Forum Océan Climat à la COP21

La ministre a également annoncé, le 3 décembre, des mesures destinées à remettre l'océan au cœur de la lutte contre le changement climatique. Ainsi, un rapport du GIEC devrait être réalisé pour améliorer la connaissance des effets des changements climatiques sur l'océan. Par ailleurs, une **Conférence des Nations unies sur les océans et les côtes se tiendra en juin 2017 à Fidji**. Une initiative visant à mieux évaluer et déclarer les émissions de CO₂ produites par le transport maritime a été proposée par la France dans le cadre de l'Organisation Maritime Internationale.

Plateforme Océan climat et Le marin, 4 décembre 2015

JURIDIQUE

Loi Littoral : instruction aux préfets et fiches explicatives

La ministre du logement Sylvia PINEL vient d'adresser une instruction du Gouvernement, en date du 7 décembre 2015, pour expliciter les modalités d'application des dispositions particulières au littoral du Code de l'urbanisme. L'ANEL ne peut que se féliciter de cette initiative très attendue depuis la consultation menée en mai 2014 auprès de l'ANEL, par le précédent directeur de l'urbanisme, Jean Marc MICHEL. Un groupe de travail ad hoc avait alors été constitué au sein de l'ANEL, ce qui avait permis de tester ces fiches auprès des élus qui avaient fait part de leurs observations, sur les fiches techniques et sur le choix, jugé alors non assez explicite des jurisprudences les illustrant. Une étude minutieuse de ces fiches que vous trouverez sur le site de l'ANEL et sur celui du MEDDE vous sera présentée au plus vite.

Décret sur les projets liés aux EMR mis à la consultation du public jusqu'au 30 juillet.

L'objectif de ce texte est de simplifier les procédures et le traitement des recours (création d'une cour administrative d'appel spécialisée, alignement des délais de recours sur le droit commun soit deux mois, allongement de la durée de concession d'utilisation du DPM de 30 à 40 ans).

Décret n° 2015-693 du 18 juin 2015

Les ports départementaux après la loi NOTRe

En offrant la possibilité de transférer la gestion des ports départementaux aux régions ou intercommunalités, l'article 22 de la loi NOTRe vise à simplifier la gestion des ports en supprimant l'échelon départemental. Toutefois, les divers amendements apportés au texte risquent de mener à une complexification en éparpillant la gestion entre les départements, qui pourront toujours se porter candidats pour conserver la gestion des ports, les régions et des syndicats mixtes. A suivre donc avec attention.

Le marin, 4 décembre 2015

OUTRE MER

320 000 croisiéristes attendus en Guadeloupe cette saison

Le Grand Port Maritime de Guadeloupe avait accueilli 310 000 croisiéristes lors de la saison 2014-2015, une saison qualifiée d'« exceptionnelle ».

Le marin, 27 novembre 2015

Chlordécone : 15 millions d'euros pour l'indemnisation des pêcheurs en Guadeloupe

Dans le cadre du Plan Chlordécone III, l'Etat a annoncé le mardi 15 décembre une série de mesures d'indemnisation des pêcheurs victimes de la pollution au chlordécone. Ce plan prévoit notamment l'attribution d'aides allant de 10 000 à 30 000 euros sur trois ans ainsi que la création de « Brigades bleues » chargées d'éviter la contamination des zones de pêche jusque-là épargnées par la pollution.

Le marin, 18 décembre 2015

Pour les actualités, se reporter à la newsletter " Veille-Conférence des Communautés de l'Outre-mer"

L'actualité PORTS, TRANSPORTS, PLAISANCE

Le CMA CGM Bougainville inauguré par le Président de la République

Le CMA CGM Bougainville, le plus grand porte-conteneur sous pavillon français, a été inauguré par François HOLLANDE, le 6 Octobre au Havre. Long de 398 mètres et pesant plus de 200 000 tonnes, le CMA CGM Bougainville peut embarquer jusqu'à 18000 conteneurs EVP.

29 septembre 2015

Au Cimer, le Premier ministre rassure la S.N.S.M.

Le Premier ministre a annoncé à l'issue du Comité interministériel de la mer qui s'est tenu à Boulogne-sur-Mer, l'attribution à la S.N.S.M. d'une part du produit de la taxe versée par les opérateurs d'éoliennes en mer, ainsi que la pérennisation de la subvention d'un million d'euros décidée en 2015.

Le Télégramme du 23 octobre 2015

Ouverture vers l'international pour le pôle Mer Méditerranée

Lors de son assemblée générale, le Pôle Mer Méditerranée a invité ses membres à se tourner vers l'international. Le soutien aux PME qui souhaiteraient se lancer dans l'export, via une mutualisation des coûts et l'apport de connaissances sur les marchés étrangers, est un des axes majeurs de cette stratégie. Le Pôle Mer Méditerranée, en s'appuyant sur Business France, l'agence spécialisée dans le développement des entreprises françaises à l'étranger, et sur la Coface, souhaite ainsi promouvoir l'industrie maritime française à l'international.

Le marin, 23 octobre 2015

COP 21 : une prise en compte partielle des enjeux maritimes

L'accord de Paris, signé le 12 décembre, bien que considéré comme un succès, a suscité une certaine déception sur la prise en compte des enjeux maritimes. En effet, la question de la limitation des émissions de gaz à effet de serre par le transport maritime, présente dans l'accord initial, n'a pas été retenue dans la version finale. La mention des océans, disparue dans la version provisoire du texte, a été réintégrée dans le préambule, où il est fait état de la nécessité « d'assurer l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans ».

Le marin, 18 décembre 2015

Lancement de la Confédération du Nautisme et de la Plaisance

Décidée le 3 juin, la Confédération du Nautisme et de la Plaisance a été officiellement lancée le 27 octobre 2015. Elle regroupe ainsi 21 fédérations, associations et réseaux professionnels, répartis en quatre collèges : industries et services nautiques, ports de plaisance, fédérations sportives et associations d'usagers.

Moteur Boat, 27 octobre 2015

Expérimentation d'une méthode de traitement des sédiments dans le Port est de Dunkerque

Le démonstrateur Covased débutera ses activités de traitement des sédiments portuaires en 2016. Cette méthode de dépollution vise à trier les substrats non immergeables des sédiments utilisables dans le domaine de la construction routière. Elle sera expérimentée pendant au moins un an et demi dans le Port de Dunkerque.

Le marin, 27 novembre 2015

Le maire du Havre monte au créneau sur le portuaire

Edouard PHILIPPE, député de la Seine-Maritime et maire du Havre, a rappelé plusieurs fois ces derniers mois son souhait de voir une politique portuaire ambitieuse pour la France. Il a souligné l'importance d'une desserte efficace de l'hinterland, pour que les ports français puissent rivaliser avec les grands ports du Nord de l'Europe tels qu'Anvers et Rotterdam. Sans remettre en cause l'opportunité de la construction du Canal Seine Nord, Edouard PHILIPPE a rappelé que les sommes importantes investies dans ce projet ne sauraient remplacer des investissements dans les ports du Havre et de Rouen.

www.wk-transport-logistique.fr ; 4 décembre 2015

Ouverture du Salon nautique 2015 de Paris

Le Nautic 2015 a débuté le 4 décembre au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, à Paris. Il a accueilli jusqu'au 13 décembre plus de 800 stands dédiés à la voile, au motonautisme, aux professionnels du tourisme, ainsi que 825 embarcations. Le salon fut également l'occasion pour l'AACSM de présenter l'Aimée Hilda, un canot de sauvetage datant de 1950, laissé à l'abandon en 1975 et rénové par des bénévoles. Une série de conférences débats s'y tient sur les dossiers les plus attendus des professionnels: dragage, déconstruction des bateaux hors d'usage, aménagements portuaires etc.

Mer et marine, 4 décembre 2015

L'essor de la location de bateau entre particuliers

Afin de capter une clientèle plus jeune pratiquant la plaisance de manière plus occasionnelle, plusieurs start-up ont développé ces dernières années des plateformes de mise en relation entre propriétaires de bateaux et plaisanciers. Cette pratique, si elle continuait à se développer dans les années à venir, pourrait bouleverser durablement le marché de l'industrie nautique.

Les Echos, 1^{er} octobre 2015

Le port de Bordeaux prépare sa transition énergétique

Le Grand port maritime de Bordeaux a signé le 15 décembre deux partenariats avec EDF et Engie, dans le cadre du projet Port à énergie et économie positive, lancé il y a deux ans. Ces partenariats portent respectivement sur des actions de réduction de la consommation énergétique des navires à quai et sur le développement du GNL.

Le marin du 18 décembre 2015

L'actualité PÊCHE

Quotas de pêche : le Conseil des ministres européens réuni à Bruxelles les 14 et 15 décembre 2015

La France était une fois encore en discussion sur la question des quotas notamment pour la sole et le bar, espèces dont les ressources sont en diminution et pour lesquelles des restrictions très strictes étaient prévues. Le Secrétaire d'Etat Alain VIDALIES a salué l'accord trouvé sur les TAC (totaux admissibles de captures) et sur les quotas pour 2016.

Les Echos du 16 décembre

Réponse de la ministre sur la situation des communes touristiques et dotation globale de fonctionnement

La Ministre de la décentralisation et de la Fonction publique Marylise LEBRANCHU a répondu à une question orale de Didier QUENTIN, député de Charente Maritime et maire de Royan, **sur l'impact d'une baisse de la DGF pour les communes touristiques**. Elle a rappelé à cette occasion que les communes touristiques bénéficient déjà d'une majoration de leurs dotations destinée à couvrir les frais occasionnés par la fréquentation touristique. Elles disposent également d'une recette fiscale supplémentaire, puisque le produit de la taxe de séjour leur est également affecté.

8 décembre 2015, B.O. de l'Assemblée Nationale

A VOIR EXPOSITIONS

« Dans les mailles du filet » au Musée national de la Marine, à Paris

« C'est l'histoire de la Grande pêche, la pêche lointaine à la morue, dans les eaux de Terre-Neuve, du Labrador, de l'Islande et du Groenland, cinq siècles d'une incroyable aventure technique, économique et humaine à la conquête d'une ressource longtemps apparue comme une manne intarissable. Une condition humaine qui inspire, à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, de nombreux artistes, écrivains, illustrateurs et journalistes. »

Exposition à voir du 7 octobre 2015 au 26 juin 2016 au Musée national de la Marine, place du Trocadéro

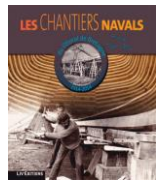
A LIRE

Hors-série 2015 de la revue Humanité & Biodiversité « Notre santé dépend-elle de la biodiversité ? »

L'essentiel du colloque national scientifique des 27 et 28 octobre 2014.

Les Chantiers Navals du littoral de Bretagne Atlantique 1914-2014, du Cercle de la Mer de Lorient

Un atlas très sérieusement documenté, réalisé avec passion pour sauvegarder la mémoire vivante des très nombreux chantiers bretons. Espérons que d'autres suivront pour recueillir l'histoire des hommes et des activités qui se sont développées sur les littoraux français.



AGENDA

Pour consulter l'intégralité de l'agenda, rendez-vous sur le site de l'ANEL : www.anel.asso.fr

Conseil d'administration de l'ANEL, le mercredi 3 février 2016, à Paris, à l'Assemblée Nationale

Atelier EUCC-France les 8 et 9 mars 2016 à Hendaye

Le prochain atelier EUCC-France se tiendra dans la **baie de Txingundi, à Hendaye, les 8 et 9 mars 2016**. L'aspect **transfrontalier** de la baie est un point essentiel de cet atelier. Plusieurs thématiques seront envisagées : l'envasement de la baie, la protection des habitats et des espèces d'intérêt communautaire, la gestion transfrontalière de l'estuaire de la Bidassoa, les conflits d'usage et les impacts de l'urbanisation, le « Coastal squeeze » et l'élévation du niveau de la mer, la qualité des eaux marines en liaison avec le bassin versant.

Pour s'inscrire (avant le 5 février 2016) <https://euccfrancetxingudi.wordpress.com/>

Assises nationales des risques naturels les 22 et 23 mars à Marseille

Une nouvelle édition des Assises nationales des risques naturels, organisée par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, se tiendra au Palais du Pharo, à Marseille.

L'ANEL, partenaire de ces Assises, vous invite à aller consulter le préprogramme sur le site du MEDDE.

Le 99ème Congrès de l'AMF aura lieu les 31 mai, 1^{er} et 2 juin 2015, à Paris

Après l'annulation du 98^{ème} congrès à la suite des attentats du 13 novembre, l'Association des Maires de France confirme la tenue du 99^{ème} congrès les 31 mai, 1^{er} et 2 juin 2015 au Parc des expositions de la Porte de Versailles.